

# Le prix de la sécurité

Par COLETTE BRAECKMAN

Le Monde Diplomatique  
Paris (mai 1984), p.36

**A** PRÈS vingt-trois jours, le camion apportant les secours est arrivé dans le camp de Rushinga, mais Isabel, une petite fille de neuf ans, ne s'est pas levée. Elle est restée étendue à l'ombre de sa hutte, et, lorsque les vivres ont été distribués, on l'a ignorée : les neuf cents réfugiés du Mozambique qui ont échoué ici, dans l'extrême nord du Zimbabwe, sont dans un état de détresse tel que la nourriture disponible est réservée aux bien-portants, ou du moins à ceux qui ont une chance de survivre. Lorsqu'ils franchissent la frontière à Mukosa, sautant parfois sur des mines oubliées depuis la guerre de libération du Zimbabwe, les paysans originaires de la province de Tete ne se nourrissent plus que de racines ou de graminées, d'ordinaire réservées au bétail.

Le Zimbabwe, lui-même frappé par la sécheresse – il devra importer 700 000 tonnes de maïs au cours des prochains mois, – est impuissant face à cet afflux de réfugiés, qui dépasse à présent les 60 000 personnes. Le 15 mars dernier, le gouvernement de Harare s'est finalement décidé à lancer un appel au Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), et a prévu de rassembler ces populations dans plusieurs camps à l'intérieur du pays.

*Nzara (fome, en portugais), la faim : ce n'est pas de politique que parlent les paysans misérables qui se sont mis en route vers le Zimbabwe, mais de la sécheresse qui sévit depuis quatre années et a vidé greniers et magasins, de la famine qui a décimé les villages. A Estima, dans la province de Cabora-Bassa, rapporte le quotidien de Maputo Noticias, un internat de neuf cents élèves n'en compte plus que cinquante et, dans la localité de Marara, dans le district de Changara, trois cent vingt personnes seraient mortes en janvier, soit 1,3 % de la population recensée.*

## Pas de cadeaux

**L** ES réfugiés parlent aussi de la guerre : les « bandits », disent-ils – les hommes du Mouvement de résistance nationale du Mozambique (MRN) – volent le bétail, empêchent les paysans de cultiver leurs champs, coupent les routes.

Comment dénombrer les victimes de la sécheresse dans ce pays vaste comme 1,4 fois la France où, à cause de la guérilla, les communications sont pratiquement impossibles ? On estime, à Maputo, que 4 746 000 Mozambicains sont affectés par la sécheresse et, dans le centre et le sud du pays, cent mille personnes seraient mortes en 1983.

Comme si cela ne suffisait pas, le cyclone Domoina, en janvier dernier, et les inondations qui suivirent ont fait une centaine de victimes et plus de trois cent mille sans-abri.

Mais on dit, à Maputo, que cette catastrophe-là, qui a détruit les dernières récoltes et emporté cinq mille têtes de bétail, n'est pas seulement le fait de la nature : si le débit des principaux fleuves qui arrosent le sud du Mozambique (Incomati, Umbeluzi et Maputo) est passé, en quelques heures, de quinze mètres cubes par seconde à trois ou quatre mille, si un mur d'eau a déferlé sur les villages, c'est aussi parce qu'en amont, sans consultation ni avertissement, l'Afrique du Sud, elle aussi touchée par les pluies torrentielles, a ouvert les vannes de certains barrages.

Quelques semaines plus tard, le 16 mars 1984, l'accord de Komati-Poort était signé. A Maputo, des manifestations de joie ont salué la rencontre entre MM. Samora Machel et Pik Botha et, dans tout le pays, le « pacte de non-agression » entre le Mozambique et l'Afrique du Sud a été présenté comme une « victoire de la paix ». Mais c'est un Mozambique exsangue, épuisé, qui a signé cet accord avec l'Afrique du Sud et, si la population lui a réservé un aussi bon accueil, c'est aussi parce que sa survie physique en dépendait.

« Depuis quatre-vingt-dix ans, écrit le quotidien Noticias, notre pays n'a pas connu la paix. » Après l'indépendance, en tout cas, le Mozambique a accumulé les difficultés. Le départ précipité, en 1975, des 200 000 colons portugais désorganisa complètement l'économie et, pas plus qu'en Tanzanie, le nouveau système de commercialisation mis en place par le Front de libération

du Mozambique (FRELIMO) ne fonctionna de manière satisfaisante. De même, malgré certains aspects positifs comme la construction d'écoles, de centres de santé et de coopératives d'achat, les villages communaux (*aldeas comunais*) regroupant une population jusque-là clairement, rencontrèrent bien des difficultés. La priorité accordée, jusqu'au quatrième congrès d'avril 1983, aux grandes fermes d'Etat sur les exploitations familiales, qui occupent cependant 80 % de la population, n'améliora pas les rendements de l'agriculture. De manière significative, le ministère de l'agriculture décida d'ailleurs, au lendemain de ce congrès, de renvoyer en province 20 % de ses fonctionnaires jugés improductifs.

En fait, le Mozambique, dont la tradition coloniale avait fait un exportateur de produits agricoles (coton, cajou, sucre, thé, oléagineux, bois), un réservoir de main-d'œuvre pour les mines sud-africaines et les plantations rhodésiennes et un prestataire de services routiers et portuaires pour les pays voisins, ne put jamais réellement se libérer des contraintes économiques héritées du passé.

Et cela d'autant moins que l'Afrique du Sud ne lui fit guère de cadeaux : le nombre de travailleurs africains employés dans les mines d'or passa de 127 000 en 1975 à 40 000 aujourd'hui (1). Maputo y perdit quelque 250 millions de dollars en huit ans. En outre, les Sud-Africains ne firent plus appel au port de Maputo ou aux chemins de fer mozambicains pour écouler leurs exportations en provenance du Transvaal, utilisant leur propre port de Richard's-Bay. A cela se sont ajoutées la chute de la production agricole, la dégradation des termes de l'échange : de 1981 à 1982, par exemple, le coût des importations a augmenté de 3 %, le prix des exportations a diminué de 11 %. Le Mozambique paya également très cher l'application rigoureuse du blocus décrété contre la Rhodésie de M. Ian Smith et le soutien accordé à la ZANU de M. Robert Mugabe. Mais ce prix-là ne fut pas seulement économique : non contents d'attaquer eux-mêmes les bases de la ZANU en territoire mozambicain, les Rhodésiens, dès 1975, équipèrent des bandes armées envoyées au Mozambique pour saper l'autorité du FRELIMO.

Anciens supplétifs de l'armée coloniale portugaise, mercenaires au service des Rhodésiens ou laissés-pour-compte des guerres révolues, ces combattants sans emploi furent, après l'indépendance du Zimbabwe, récupérés par les Sud-Africains. Coiffés aux services spéciaux, ils furent entraînés, équipés dans des camps situés au Transvaal, non loin de la frontière, d'où ils s'infiltrèrent dans le sud du Mozambique, notamment à partir de la réserve naturelle de Gorongosa.

Comme les *contras* du Nicaragua (voir pages 8 et 9), comme l'UNITA en Angola, ces guérilleros ne manquent de rien : ils sont dotés d'armes modernes, d'équipements radio ; à l'occasion, on les transporte et on les ravitaillait par hélicoptère. Au fil des années, les rangs du MRN se sont grossis et on estime aujourd'hui qu'il compte de 10 000 à 12 000 hommes. Cependant, à l'inverse de l'UNITA en Angola, il n'a pas de leader connu. A part quelques communiqués, publiés notamment au Portugal, il n'a fait connaître aucun programme politique précis et il ne jouit, semble-t-il, d'aucune base ethnique.

Depuis le début de ses activités, son principal objectif est d'attaquer tout ce qui symbolise l'Etat mozambicain et la politique du FRELIMO. Ainsi, selon Maputo, le MRN a détruit neuf cents magasins ruraux, cinq cents écoles primaires, cent quarante villages collectifs où vivaient plus de 100 000 paysans et les dégâts infligés en huit ans à l'économie du pays sont évalués à 333 millions de dollars. Il vise aussi, en effet, des objectifs économiques : les usines, les chemins de fer, les oléoducs (notamment celui qui va du port de Beira au Zimbabwe), les voies de communication et, de préférence, celles qui relient le Mozambique aux autres pays de la « ligne de front », et qui pourraient à l'avenir accroître l'indépendance de ces Etats à l'égard de l'Afrique du Sud.

Depuis plusieurs mois, en particulier depuis les accords de coopération militaire conclus avec le Portugal, l'armée mozambicaine est passée à

l'offensive et a récemment libéré trois mille paysans qui avaient été emmenés en otage par les rebelles. Mais, avec ses équipements vétustes, ses soldats mal nourris et son budget limité (29 % du total), l'armée mozambicaine n'a pu empêcher le MRN de s'infiltrer dans neuf provinces sur dix et, au cours des deux dernières années, de provoquer la rupture quasi totale des échanges commerciaux entre le nord et le sud du pays, la paralysie de l'économie.

Menacé d'asphyxie, au bord de la banqueroute (sa dette extérieure, selon les Nations unies, s'élève à près d'un milliard de dollars), le Mozambique a donc été pratiquement obligé de conclure un accord de paix avec l'Afrique du Sud. Les négociations ont pris près d'un an. Au départ, l'Afrique du Sud, qui rêve de renvoyer ses touristes sur les plages mozambicaines et d'utiliser de nouveau, et à ses conditions, les ports de Beira et de Maputo, ne voulait conclure qu'un accord de type économique, alors que, pour le Mozambique, la sécurité était primordiale. Lorsque, en novembre 1983, M. Botha se rendit en Europe, ses interlocuteurs insistèrent sur la nécessité de trouver un *modus vivendi* avec le Mozambique. Désireux de s'assurer un succès diplomatique en Afrique australe, les Etat-Unis firent également pression sur Pretoria.

L'article 3 de l'accord de Komati-Poort prévoit donc, en substance, que les signataires interdisent la présence et l'activité, sur leur territoire, de toute force représentant une menace pour le voisin. Devront donc être éliminés les « bandes de mercenaires », centres d'entraînement, sanctuaires et autres facilités de transit. L'article 9 prévoit la création d'une commission conjointe de sécurité, qui aurait pour tâche de surveiller l'application de l'accord et d'empêcher « tout acte de violence, de terrorisme ou d'agression contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de l'autre ».

Il s'agit donc d'un « donnant-donnant » : le Mozambique s'engage à neutraliser les militants du Congrès national africain (ANC) qui se trouvent sur son territoire, tandis que l'Afrique du Sud promet, quant à elle, de ne plus soutenir le MRN.

Pour les réfugiés sud-africains au Mozambique, il s'agit d'un revers considérable : « Cet accord risque d'entraîner la fin de la lutte armée », s'exclame M. Elias Ntloebhe, porte-parole du Pan African Congress (PAC), qui précise : « Nous devons revoir toute notre stratégie et nous orienter vers les luttes syndicales, en Afrique du Sud même. » On sait de quel prix ces combats furent payés dans le passé.

## Une brèche dans la solidarité régionale

DEPUIS le 16 mars, le Mozambique, qui a cependant réitéré son appui « politique et moral » à l'ANC, a voulu prouver sa bonne foi : les bureaux de l'organisation ont été fouillés, au cas où des armes s'y seraient trouvées ; plusieurs militants ont été expulsés ou arrêtés, et on parle de regrouper des réfugiés dans des centres qui seraient placés sous la responsabilité du HCR.

Par contre, en dépit des promesses sud-africaines, les activités du MRN ont augmenté. On estime, à Maputo, que Pretoria a effectivement cessé, à partir du 16 mars, de soutenir l'organisation rebelle. Mais, auparavant, l'Afrique du Sud aurait vidé ses camps, renvoyant à l'intérieur du Mozambique un bon millier d'hommes dotés d'armes et de vivres leur permettant de « tenir » durant plusieurs mois. « Le robinet est fermé, mais il faudra au moins un an pour que les tuyaux se vident », disent les Mozambicains. Agissant par désespoir, ou désireux de prouver leur force et leur autonomie, les hommes du MRN ont, depuis le 16 mars, multiplié les opérations, s'attaquant de préférence aux convois de vivres qui se dirigent vers les camps de réfugiés.

Malgré le danger que représentent encore les petits groupes de « bandits » opérant dans le sud, le Mozambique, faisant crédit à l'Afrique du Sud,

espère que, à la longue, la guérilla s'essoufflera et que l'accord de Nkomati, au-delà de la sécurité retrouvée, tiendra aussi ses promesses sur le plan économique. Ainsi, le Mozambique souhaite renégocier avec l'Afrique du Sud et le Portugal les conditions d'utilisation du barrage de Cabora-Bassa. Ce dernier, en effet, construit avant l'indépendance, est entièrement orienté vers l'Afrique du Sud, dont il assure 10 % des besoins en énergie, alors que l'électricité de Maputo vient du Transvaal ! Ayant fait la preuve de son « réalisme », le Mozambique espère aussi bénéficier d'une assistance occidentale accrue : depuis l'an dernier, il est déjà le principal bénéficiaire de l'aide alimentaire américaine en Afrique. La Communauté européenne, en prévision du renouvellement des accords de la convention de Lomé (le Mozambique, comme l'Angola, en fera probablement bientôt partie), a déjà prévu, en plus d'une aide d'urgence de 2 millions d'ECU, une assistance économique considérable, et les agences des Nations unies préparent de nombreux projets de relance économique. L'Union soviétique, quant à elle, se montre singulièrement discrète : où est le temps où le Mozambique souhaitait adhérer au COMECON ?

Conclu dignement, sans que le FRELIMO renie ses principes fondamentaux, présenté comme une victoire de la paix et un gage d'espoir, l'accord de Komati-Poort représente, pour le Mozambique et pour toute l'Afrique australe, un moment historique : la poignée de main entre Pik Botha et Samora Machel, l'un des plus prestigieux dirigeants du tiers-monde, fera date dans les mémoires africaines.

Les nationalistes sud-africains seront les premières victimes de cet accord, mais la stratégie des pays de la « ligne de front » risque, elle aussi, d'être bouleversée. En effet, après avoir conclu, en février dernier à Lusaka, un accord sur le désengagement de ses forces dans le sud de l'Angola, Pretoria espère trouver un *modus vivendi* avec l'Angola. De même, l'Afrique du Sud souhaiterait signer un pacte avec le Lesotho (qui subit lui aussi les activités d'opposants plus ou moins télécommandés) et avec le Botswana. Quant au Zimbabwe, qui affirme que les dissidents de la « super-ZANU » qui opèrent dans le Matabeleland sont soutenus par Pretoria, il craint, lui aussi, d'être soumis au chantage, d'autant que, au cours des mois à venir, les ports et chemins de fer sud-africains seront d'une importance vitale pour son approvisionnement en maïs.

Outre la coopération régionale entre les pays membres, l'objectif principal de la Conférence pour le développement et la coordination en Afrique australe était d'intensifier les échanges entre les neuf pays d'Afrique australe et, plus particulièrement, entre les Etats de la « ligne de front », afin de réduire leur dépendance économique à l'égard de l'Afrique du Sud.

L'Angola y est chargé du secteur de l'énergie, le Mozambique des transports et le Zimbabwe de la sécurité alimentaire.

Les pressions militaires, se conjuguant à la crise économique et aux calamités naturelles ont permis à l'Afrique du Sud, pour le moment en tout cas, de couper court aux velléités d'indépendance manifestées par ses voisins, et de donner meilleure conscience aux nombreux pays africains avec lesquels, malgré les embargos officiels, elle se targue d'entretenir des relations commerciales.